

Pour l'amélioration de nos conditions de vie et d'études, organisons nous collectivement !

La crise sanitaire que nous traversons a contribué à creuser des inégalités sociales déjà existantes et auxquelles nous, étudiant-e-s, n'échappons pas. De ce fait, nos conditions matérielles d'existence déjà mauvaises se sont encore plus dégradées durant le confinement. En effet, nous n'avons pas tou-te-s les moyens de nous nourrir et nous loger, et encore moins d'avoir accès à du matériel informatique ou à une bonne connexion internet. Et cette situation ne se résoudra pas automatiquement le 11 mai: nous sommes beaucoup à avoir perdu un job étudiant ou à ne pas pouvoir compter sur un emploi saisonnier vu la galère à trouver un emploi en ce moment.

Face à cela, les aides d'urgence mises en place par les universités, les CROUS ou le gouvernement, accessibles pour seulement quelques étudiant-e-s, ne sont pas suffisantes et ne compenseront pas les pertes d'argent dues au confinement.

Concernant nos conditions d'études, l'absence de directives nationales entraîne une gestion de la continuité pédagogique et de l'adaptation des MCC (modalités de contrôle des connaissances) propre à chaque établissement. Depuis le début du confinement, les informations contradictoires et changeantes reçues par les étudiant-e-s concernant les examens créent des situations anxiogènes. Les Présidences des Universités ne respectent d'ailleurs pas le cadre pseudo-démocratique des conseils: les élu-e-s étudiant-e-s n'ont souvent pas droit à la parole lorsqu'ils et elles proposent la validation des enseignements, beaucoup d'universités ont d'ailleurs délégué tout le pouvoir de décider des modalités d'examens à leur président-e grâce à une modalité permise par la loi d'urgence sanitaire.

De plus, cette fameuse continuité pédagogique, dont la traduction en temps de confinement ne peut être que numérique, engendre un accroissement des inégalités sociales et ne prend pas réellement en compte les difficultés individuelles que peuvent avoir les étudiant-e-s, notamment pour celles et ceux en situation de handicap, salarié-e-s ou devant s'occuper d'un-e proche malade. Pour de nombreux-ses étudiant-e-s, rater une année est synonyme d'arrêt total de ses études par manque de moyens. Pour autant, les propositions des organisations étudiantes (Appuyées par de nombreuses expressions unitaires comme par exemple [une pétition nationale pour la validation du semestre](#)) sont balayées d'un revers de la main au nom de la sacro-sainte compétitivité des établissements.

En effet, alors que cette crise sanitaire montre au grand jour les contradictions et limites de notre système économique, la seule boussole du gouvernement reste toujours celle de la logique néolibérale. Ainsi, loin d'être une nouveauté, la dynamique de dématérialisation de nos cours prend sa source directement dans les rapports¹ dont sont issus ce que l'on nomme communément le processus de Bologne, prenant ses racines en 1999 et visant à faire de l'enseignement supérieur et de la recherche une marchandise.

Il désigne en effet un ensemble de déclarations issus d'une concertation d'un grand nombre de pays d'Europe sur la création d'un système universitaire européen, dans lequel on ouvre le champs de la connaissance à la mise en concurrence et à l'adaptabilité de nos enseignements à l'économie, réfléchissant en terme d'employabilité, de flexibilité...

Que les étudiant-e-s ne se trompent pas, leurs intérêts n'ont pas vocation à être pris en compte à un quelconque moment : le gouvernement profite de cette crise pour achever un processus de libéralisation de l'enseignement supérieur et de la recherche dont la prochaine étape sera la forte augmentation des frais d'inscription (à ce sujet nous recommandons la lecture du « rapport Gary Bobo »)

Face aux dérives autoritaires du gouvernement et de leurs supplétifs dans les établissements d'enseignement supérieur il est plus que jamais nécessaire en tant qu'étudiant-e-s de nous organiser collectivement, pour obtenir une réelle amélioration de nos conditions de vie et d'étude.

**Nous appelons donc les étudiant-e-s à se syndiquer massivement pour faire entendre leur voix !
Nos vies valent plus que leurs profits !**

1 Notamment un rapport de l'ERT sorti en 1991 nommé « Une université ouverte est une entreprise industrielle et l'enseignement à distance est une industrie nouvelle »

Fédération Solidaires étudiant-e-s

<https://solidaires-etudiant-e-s.org>

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

contact@solidaires-etudiant-e-s.org

